



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente-deuxième session  
Point 13 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,  
Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE ET DE SEGREGATION ET LA  
POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET  
TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre datée du 25 février 1976 adressée au Président de la Commission des  
droits de l'homme par le représentant permanent de Chypre auprès de l'Office  
des Nations Unies à Genève

J'ai l'honneur de me référer aux allégations contenues dans le document E/CN.4/1206,  
en date du 13 février 1976, qui m'obligent à faire la mise au point suivante :

1. Il est regrettable qu'un Etat membre de la Commission des droits de l'homme se soit prêté à une attaque contre un autre Etat membre, recourant ainsi à une pratique sans précédent. Il va sans dire que cette pratique, qui risque d'être adoptée dans d'autres circonstances ne peut être pour la Commission qu'une source de difficultés et de controverses.
2. Les allégations contenues dans le document susmentionné sont une déformation de la vérité et nous sommes, par conséquent, forcés d'y répondre par le contenu de l'annexe ci-jointe.
3. Le Gouvernement de la République de Chypre s'est conformé strictement à la lettre et à l'esprit du Communiqué de Vienne qui était, en fait, un arrangement ad hoc conclu à la suite de l'expulsion massive de la population chypriote grecque enclavée dans le nord occupé, à laquelle venaient s'ajouter les menaces de la Turquie, prête à monter une opération militaire pour "secourir" les Chypriotes turcs qui vivaient paisiblement dans les régions dont le gouvernement a gardé la maîtrise et que les Turcs auraient voulu transporter dans la zone occupée à des fins politiques et non pas humanitaires. Il est extrêmement regrettable que l'autre partie, ayant obtenu le transfert des Chypriotes turcs dans le Nord, ait refusé d'appliquer l'accord de Vienne.
4. Il y a lieu de souligner que les dispositions du Communiqué de Vienne ne devaient pas - et ne pouvaient nullement - porter atteinte au droit inaliénable de tous les réfugiés à rentrer chez eux en toute sécurité, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies.

5. La Commission se trouve en présence de deux versions. Bien que la version contenue dans le document E/CN.4/1206 du 13 février 1976 ne soit pas corroborée par les faits et soit insoutenable, le Gouvernement chypriote est prêt, comme il l'a dit et redit, à accepter qu'une commission d'enquête ou un groupe de travail ad hoc soit chargé d'enquêter et de faire rapport sur la question des droits de l'homme à Chypre. Nous renouvelons une fois de plus cette offre et nous nous engageons à coopérer pleinement avec ce groupe et à lui assurer une pleine liberté de mouvement. Il faudrait peut-être demander à la partie turque si elle est prête à faire preuve de la même bonne volonté et à prendre le même engagement.

6. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter la présente communication et son annexe à la connaissance de la Commission des droits de l'homme.

Veillez agréer, etc...

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de Chypre auprès  
de l'Office des Nations Unies à Genève,

(signé) Andreas Mavrommatis

ANNEXE

A. Au paragraphe 66 de son rapport S/11900 du 8 décembre 1975, le Secrétaire général déclare :

"66. ... Un accord a été réalisé sur certains problèmes durant la troisième série d'entretiens, mais malheureusement certaines dispositions importantes de cet accord n'ont pas été pleinement appliquées, dont, en particulier, la disposition prévoyant que la Force pourrait accéder librement et normalement aux habitations chypriotes grecques situées dans le Nord pour assurer la sécurité et le bien-être des Chypriotes grecs s'y trouvant encore."

B. Le texte ci-après est la partie pertinente du Communiqué publié à Vienne le 2 août 1975, après la troisième série d'entretiens entre les représentants des deux communautés chypriotes :

1. Les Chypriotes turcs se trouvant actuellement dans le Sud de l'île seront autorisés, s'ils le désirent, à se rendre dans le Nord avec leurs biens, dans le cadre d'un programme organisé, avec l'assistance de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.
2. M. Denktash a réaffirmé, et il en a été ainsi convenu, que les Chypriotes grecs se trouvant actuellement dans le Nord de l'île sont libres d'y rester et que tout serait fait pour leur permettre de mener une vie normale, notamment en ce qui concerne la possibilité de recevoir un enseignement et de pratiquer leur religion, la fourniture de soins médicaux dispensés par leurs propres médecins et la liberté de déplacement dans le Nord.
3. Les Chypriotes grecs qui se trouvent actuellement dans le Nord et qui, sur leur demande et sans avoir subi aucune pression, désirent se rendre dans le Sud, seront autorisés à le faire.
4. La Force des Nations Unies aura la possibilité d'accéder librement et normalement aux villages et habitations des Chypriotes grecs dans le Nord.
5. En ce qui concerne l'application de l'accord ci-dessus, la priorité sera donnée à la réunification des familles, ce qui pourra impliquer le transfert dans le Nord d'un certain nombre de Chypriotes grecs se trouvant actuellement dans le Sud.

La question des personnes déplacées a également été réexaminée.

C. Compte tenu de ce qui précède, je vais répondre ci-après aux divers points soulevés par le Représentant permanent de la Turquie dans sa lettre publiée sous la cote E/CN.4/1206.

1. Tracteurs et véhicules

- 1) Je vous renvoie à cet égard au paragraphe 31 du rapport du Secrétaire général cité plus haut, qui déclare :

"31. Lors du transfert dans le Nord de 8 033 Chypriotes turcs, qui a été effectué avec l'aide de la police civile de la Force en août et septembre 1975, les intéressés ont abandonné leurs foyers, leurs machines,

leur matériel agricole et d'autres biens. Certains cas de vol et de pillage de ces biens ont été signalés; en général, toutefois, il a été possible d'empêcher le détournement de ces biens sur une grande échelle. Le Gouvernement chypriote a constitué un organisme spécial chargé d'inventorier et de protéger tous les biens meubles, les foyers d'habitation, les terres et les récoltes abandonnés par les Chypriotes turcs. La police civile de la Force lui a prêté son concours dans une certaine mesure en organisant des patrouilles d'observation."

- 2) La plupart de ces tracteurs et véhicules ne sont pas légalement détenus par les Chypriotes turcs, qui les ont achetés en vertu de contrats de location-vente conclus avec des Chypriotes grecs ou des organisations chypriotes grecques et ne les ont jamais payés entièrement.
- 3) Il ne faut pas oublier, d'autre part, que tous les réfugiés chypriotes grecs et les Chypriotes grecs récemment expulsés du Nord ont tout laissé derrière eux et n'ont même pas été autorisés à emporter le moindre vêtement. Ces biens sont évalués à plusieurs millions de livres.
- 4) Automobiles et autres biens turcs demeurés dans les bases placées sous souveraineté britannique

Il convient de rappeler que ces bases sont, en vertu du traité d'établissement, des zones placées sous souveraineté britannique, sur lesquelles le Gouvernement chypriote n'a aucun pouvoir. De toute façon, ce qui a été dit au paragraphe 2) ci-dessus s'applique également aux véhicules se trouvant dans les bases placées sous souveraineté britannique.

- 5) Nous n'aurions pas d'objection à ce que les véhicules entièrement payés et appartenant légalement aux Chypriotes turcs leur soient rendus, à condition que soient rendus à leurs propriétaires chypriotes grecs tous les véhicules dûment enregistrés que ceux-ci ont abandonnés lorsqu'ils ont été chassés du Nord de Chypre.

## 2. Anciens membres de l'EOKA-b se faisant passer pour des médecins et des professeurs en vue de gagner clandestinement le Nord

Il est bien connu que le Gouvernement chypriote, qui a été la cible de l'EOKA-b dans le passé, condamne énergiquement toute activité illégale, notamment de la part des membres de l'EOKA. Par conséquent, ce que dit la partie turque est un prétexte absolument injustifié pour ne pas honorer les obligations qu'elle a souscrites aux termes du Communiqué de Vienne.

## 3. Situation de l'enseignement

- 1) Le rapport précité du Secrétaire général (document S/11900 du 8 décembre 1975) contient à ce sujet les révélations suivantes :

"52. S'agissant de la deuxième disposition du Communiqué de Vienne, les progrès ont été lents sur le plan des facilités d'enseignement et des soins médicaux offerts aux Chypriotes grecs se trouvant dans le Nord. Il n'y a dans les Karpas que trois écoles primaires, qui ne peuvent accueillir que 500 enfants sur environ 1 400. Huit enseignants sont

rentrés dans le Nord et cinq ont reçu l'autorisation d'y revenir, mais 23 autres, dont on aurait besoin pour rouvrir un plus grand nombre d'écoles et améliorer le rapport maîtres/élèves, attendent encore l'autorisation de rentrer."

- 2) On possède au sujet des écoles grecques du Nord les données statistiques suivantes :

A.	i) ECOLES SECONDAIRES : nombre de professeurs requis	44
	ii) Nombre minimum de professeurs actuellement dans le Nord	11
	iii) Nombre de professeurs autorisés par les Turcs à se rendre dans le Nord mais dont la date du transfert n'a pas été encore fixée	3
	iv) Nombre de professeurs attendant l'autorisation de se rendre dans le Nord	21
	v) Nombre de professeurs encore nécessaire	<u>9</u>
		44 =====

B. Enseignement primaire

	i) Nombre minimum d'instituteurs requis	40
	ii) Nombre d'instituteurs actuellement dans le Nord	20
	iii) Nombre d'instituteurs autorisés par les Turcs à se rendre dans le Nord mais dont la date du transfert n'a pas été encore fixée	2
	iv) Nombre d'instituteurs attendant l'autorisation de se rendre dans le Nord	10
	v) Nombre d'instituteurs encore nécessaire	<u>8</u>
		40 =====

C.	Effectif des écoles primaires dans le Nord	1 189
D.	Effectif des écoles secondaires dans le Nord	<u>715</u>
		1 904

E. Ainsi, 31 enseignants en tout attendent d'être autorisés à se rendre dans le Nord depuis le 10 octobre 1975, date à laquelle leurs noms ont été soumis.

- 3) Le document E/CN.4/1206 cite les noms de cinq enseignants qui ne seraient pas des enseignants. Trois d'entre eux - Synesis Michael Synesis, Kyriacos Antoniou Kaloutas et Loizos Antoniou Kaloutas -, tous Chypriotes grecs de nationalité et de naissance, sont des enseignants diplômés qui ont enseigné dans des écoles chypriotes grecques pendant plusieurs années.

Mme E. Christodoulou est assurément un professeur diplômée et la femme d'un ancien commissaire de police chypriote grec. Le cinquième - Panayiotis Tabakcioglou - n'a jamais figuré sur aucune liste communiquée par le Gouvernement chypriote.

- 4) Bien que la présente année scolaire soit à moitié écoulée, trois écoles primaires seulement fonctionnent avec un personnel limité, et cela en dépit de l'accord conclu lors des réunions de la Commission mixte humanitaire, qui prévoyait le fonctionnement d'au moins neuf écoles primaires et d'une école secondaire. La seule école secondaire qui ait finalement été autorisée à ouvrir à Yialousa, le 11 novembre 1975, a été fermée huit jours plus tard.
- 5) Il n'est pas vrai de dire qu'on manque d'enseignants à Chypre : au contraire, la situation anormale qui existe actuellement a créé un excédent comme dans les autres professions.
- 6) Comme le transfert d'enseignants dans le Nord est indûment retardé, les autorités chypriotes grecques ont suggéré, le 12 janvier 1976, que des cours par correspondance soient envoyés, par l'intermédiaire de la Force des Nations Unies, aux élèves chypriotes grecs résidant dans le Nord. Une partie de la documentation nécessaire a pu récemment être envoyée à Bellapais seulement, après avoir été contrôlée par les Turcs, mais on ignore jusqu'ici si cette documentation est parvenue à destination.

4. Facilités en matière de soins médicaux pour les Chypriotes grecs résidant dans des enclaves

- 1) La disposition 2 du Communiqué de Vienne citée plus haut, au paragraphe 1, s'applique en la matière.
- 2) Il faut également se reporter, à ce sujet, au paragraphe 53 du rapport précité du Secrétaire général, qui est libellé comme suit :

"53. Une équipe médicale chypriote grecque, composée d'un médecin et de deux infirmiers, s'est vu refuser l'autorisation de se rendre dans les Karpas parce que les membres de l'équipe n'étaient pas accompagnés par leur famille. Le dernier médecin chypriote grec dans le Nord ayant été évacué vers le Sud en octobre 1975, les Chypriotes grecs vivant dans le Nord dépendent maintenant entièrement des services médicaux et hospitaliers chypriotes turcs. Dans certains villages, il n'y a aucun service religieux et, dans les circonstances actuelles, peu de prêtres ont la possibilité de rentrer dans la région."

- 3) Il est donc évident qu'aucun médecin grec n'a encore été autorisé à se rendre dans les régions occupées, où il n'en réside actuellement aucun. Bien qu'une équipe médicale de 3 hommes ait reçu l'autorisation de se rendre dans le Nord, cette autorisation leur est maintenant refusée ~~par~~ les Turcs, car ils devaient obligatoirement être accompagnés par leurs familles qui (et ce n'est pas surprenant dans les circonstances actuelles) refusent de les accompagner.

- 4) Contrairement à ce qui est prétendu, les Chypriotes grecs qui vivent dans les régions occupées doivent demander, trois jours à l'avance, à l'armée turque et à la "police" turque l'autorisation de consulter un docteur turec ou de se rendre dans un hôpital; cette procédure a été suivie dans le passé, mais dans la plupart des cas, elle s'est révélée trop lente pour les malades, qui sont morts avant d'obtenir l'autorisation demandée.
- 5) Dans la plupart des cas, les rares Chypriotes grecs qui ont été autorisés à consulter des docteurs grecs dans la région dont le Gouvernement est maître étaient des cas désespérés et, de toutes façons, après avoir quitté leur village, ils n'ont jamais été autorisés à y retourner.
- 6) Des listes de Chypriotes grecs ayant besoin d'un traitement médical dans la région dont le Gouvernement est maître ont été soumises aux autorités turques, mais elles sont restées pendant longtemps "à l'étude" et ont été finalement rejetées "pour des raisons de politique", comme les autorités turques l'ont arbitrairement soutenu.
- 7) Deux médecins, le Docteur Nicos Taliotis (et non Takistas) et le Docteur Nicos Kourouzides (et non Krutides) n'ont pas été autorisés à se rendre dans les régions occupées pour des "raisons de sécurité". Il convient de mentionner que le Docteur Kourouzides vivait dans le Nord jusqu'au 29 juin 1975 et qu'il est l'un des 800 Chypriotes grecs qui ont fait l'objet d'une expulsion massive pendant l'été de 1975. En ce qui concerne le Docteur Taliotis, on a récemment invoqué le "risque" qu'il constituait "du point de vue de la sécurité", alors qu'une telle allégation n'a jamais été émise à la réunion de la Commission mixte humanitaire.

##### 5. Transfert volontaire des Chypriotes grecs dans le Sud

- 1) Les dispositions 2, 3 et 4 du Communiqué de Vienne citées plus haut, au paragraphe 1, s'appliquent en la matière.
- 2) Le paragraphe 66 du rapport du Secrétaire général (document S/11900), reproduit à la page 1 de la présente annexe, s'applique également.
- 3) Toutefois, en dépit de ces dispositions, 960 Chypriotes grecs qui, à la fin des hostilités, résidaient de façon permanente dans la zone occupée, en ont été expulsés de force grâce à divers moyens : menaces, mauvais traitements, pressions psychologiques, restrictions dans leurs déplacements, restrictions de leurs droits fondamentaux à jouir de leurs biens et à pratiquer leur religion et restrictions imposées aux soins médicaux et à l'enseignement.
- 4) Les prétendues "demandes" de se rendre dans la région dont le Gouvernement est maître que présenteraient des Chypriotes grecs du Nord, sont un autre moyen qu'ont inventé les Turcs pour exterminer l'élément grec dans les zones occupées. Contrairement à la lettre et à l'esprit du Communiqué de Vienne et des arrangements connexes, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre n'a pas été autorisée à contrôler lesdites "demandes" afin d'éliminer toute pression susceptible d'être exercée à l'encontre des "postulants".

- 5) Au cours des huit derniers mois, 8033 Chypriotes turcs ont été autorisés à s'installer dans le Nord, tandis que 936 Chypriotes grecs en ont été expulsés par la force et 346 seulement ont été autorisés à s'installer dans les zones occupées.
- 6) Les Chypriotes grecs qui ont été expulsés du Nord ont dû voyager dans les autobus turcs en payant des sommes énormes pour leur transport, en dépit du fait que la Force des Nations Unies était et est toujours à leur disposition pour effectuer ce transport.

6. Réunification des familles

- 1) Le paragraphe 50 du rapport du Secrétaire général s'applique en la matière.

Il est ainsi libellé :

"50. En ce qui concerne la cinquième disposition du communiqué et les arrangements connexes conclus à Vienne, quelque 934 Chypriotes grecs ont demandé à rentrer dans le Nord. On compte, parmi eux, la plupart des 800 Chypriotes grecs qui avaient été évacués d'autorité de la région des Karpas à la suite de l'incident dans les Troodos, où des membres de la police chypriote avaient arrêté au passage un groupe de Chypriotes turcs qui essayaient de se rendre dans le Nord par leurs propres moyens et avaient blessé certains d'entre eux. Parmi les Chypriotes grecs qui ont été expulsés du Nord après cet incident, il y avait toute la population chypriote grecque de Dhavlos (270 personnes), dont 140 personnes ont demandé à rentrer à Dhavlos sans qu'aucune d'elles y ait été autorisée. Sur les 790 autres personnes qui ont demandé à rentrer dans le Nord, 379 ont reçu l'autorisation de partir et 346 sont déjà rentrées. Soixante-trois demandes ont été rejetées par les autorités turques pour des raisons de sécurité et 250 autres pour irrecevabilité au regard des critères appliqués pour la réunification des familles."

- 2) Les dernières statistiques dont on dispose à ce sujet sont les suivantes :
  - i) Nombre total de personnes ayant fait une demande : 937
  - ii) 327 sont déjà installées dans le Nord
  - iii) 71 ont reçu une autorisation de s'y rendre, mais, pour des raisons inconnues, rien n'est fait pour donner suite à cette décision.
  - iv) 229 demandes sont encore "à l'étude" (bien que 6 mois se soient écoulés depuis la date à laquelle elles ont été présentées). Sur ce nombre se trouvent 170 Chypriotes grecs évacués avec toute la population du village de DHAVLOS, qui, conformément au communiqué de Vienne et aux arrangements connexes, ont le droit de rentrer dans leurs foyers sans examen de leur cas.
  - v) 67 demandes ont été rejetées par les Turcs pour "raisons de sécurité", et
  - vi) selon les Turcs, 243 ne remplissent pas les conditions requises, conformément aux critères appliqués pour la réunification.



3) Cas rejetés pour "raisons de sécurité"

Conformément à la disposition 5 du "Communiqué de Vienne et des arrangements connexes conclus à Vienne" (voir à cet égard le paragraphe 50 du document 11900 reproduit plus haut, à l'alinéa 1)), les Turcs peuvent rejeter ces demandes pour "raisons de sécurité" après enquête approfondie et vérification par la Force des Nations Unies. Or, aucun de ces cas n'a fait l'objet d'une enquête complète et approfondie et aucun de ceux que la Force a vérifiés n'entrait dans cette catégorie.

4) Cas irrecevables

Une fois de plus, les Turcs interprètent de façon arbitraire la disposition pertinente dans l'intention évidente de se soustraire aux obligations qui leur incombent en vertu du Communiqué de Vienne :

Il convient de mentionner à cet égard que ces refus concernent :

- a) des cas authentiques de "réunification de familles" laissés en suspens sous prétexte qu'ils sont "encore à l'étude";
- b) des adultes et des enfants des deux sexes, qui, avant l'invasion, vivaient avec leurs parents, mais qui ne sont pas considérés comme étant membres de la même famille. Dans nombre de cas, les parents sont invalides et ont besoin que leurs enfants s'occupent d'eux;
- c) quelques jeunes des deux sexes qui, ayant demandé à aller dans le Nord pour y rejoindre leur(s) fiancée(s) et s'y marier;
- d) quelques personnes âgées et infirmes et, dans certains cas, seules, qui n'ont pas été autorisées à se rendre dans le Nord pour y rejoindre leurs enfants ou leurs proches parents qui prendraient soin d'eux;
- e) quelques enfants malades accompagnés de leur mère ou des mères malades accompagnées de leurs enfants qui, ayant été, sur la recommandation des médecins du CICR, transférés dans le Sud (où se trouvaient bloqués leurs maris et pères) pour y recevoir un traitement médical, et qui ne sont pas autorisés à présent à rentrer dans le nord;
- f) des femmes et des enfants "évacués en masse" en 1975, qui ne sont pas autorisés à rentrer dans le Nord avec leurs maris et pères (qui se sont trouvés bloqués dans le Sud après les hostilités) pour y rejoindre leur famille.

- 5) Il convient de souligner une fois de plus que, conformément aux dispositions du Communiqué de Vienne, 8033 Chypriotes turcs ont été transportés du Sud au Nord "dans le cadre d'un programme organisé, avec l'assistance de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre" très peu de temps après l'adoption du communiqué, alors que dans les huit mois qui ont suivi l'Accord de Vienne, seuls 327 Chypriotes grecs ont regagné le Nord et que 243 cas sont encore (pour combien de temps ?) à l'étude. Ces chiffres prouvent de façon éloquent que l'on a violé "le Communiqué de Vienne".

- 6) Pour ce qui est des cas "d'évacuation massive" survenus l'été dernier, on sait à présent de source digne de foi que les Turcs s'emploient actuellement à piller et à saisir tous les biens des Chypriotes grecs expulsés du Nord pour tâcher de les décourager de rentrer dans leurs foyers légitimes.

## 7. CEREALES - TABAC

- 1) Dans les zones occupées de Chypre, la production agricole, y compris ces deux produits, appartient pour l'essentiel soit à des réfugiés qui vivent dans le Sud et qui n'ont rien reçu en contrepartie, soit à des personnes se trouvant dans les enclaves et qui n'ont pas été autorisés à vendre leurs produits - comme cela a toujours été le cas en vertu de la législation en vigueur - à la Commission des céréales ou aux coopératives, qui les achètent à des prix spéciaux. Le démantèlement complet des communications et les restrictions imposées par les forces d'occupation ont ainsi entraîné une perte de revenus considérable pour les personnes vivant dans les enclaves et une perte de revenu totale pour les réfugiés.
- 2) Dans les zones occupées, l'exemple le plus frappant à cet égard est celui des agrumes : les forces d'occupation s'en sont illégalement emparé, privant ainsi leurs propriétaires légitimes d'un revenu qui s'élève à plusieurs millions de livres. Des efforts ont été déployés en vue d'exporter ces agrumes vers les pays européens et un certain nombre de cas attendent d'y être jugés par les tribunaux.
- 3) Quant à l'accord qu'auraient conclu les Turcs avec la Société Carreras Ltd en vue de lui vendre le tabac stocké à Karpas, la vérité est qu'il n'a en fait jamais été signé et que de toute manière les Turcs voulaient percevoir l'argent et le garder pour eux au lieu de le verser aux légitimes propriétaires chypriotes grecs.

## 8. Droit des Chypriotes grecs à la propriété

- 1) Un certain nombre de Chypriotes grecs qui vivaient dans les enclaves ont été expulsés de leurs foyers par la force et réinstallés ailleurs, essentiellement pour faire de la place aux Turcs venus de Turquie s'implanter à Chypre.
- 2) Ceux qui sont restés sont soumis aux restrictions suivantes :
  - i) couvre-feu du coucher au lever du soleil;
  - ii) obligation d'obtenir des troupes turques et de la police l'autorisation de quitter le village pour cultiver leurs champs se trouvant dans le voisinage immédiat du village;
  - iii) impossibilité de se rendre dans les propriétés éloignées;
  - iv) les hommes doivent se présenter deux fois par jour à la police locale;
  - v) la liberté de se déplacer en dehors des limites du village n'existe pratiquement pas;
  - vi) tout contact des Chypriotes grecs avec la Force des Nations Unies est sévèrement réprimé.

## 9. Correspondance

Il n'y a pas de liberté de correspondance pour ceux qui habitent dans les enclaves et les possibilités limitées dont ils disposent pour correspondre avec le monde extérieur, et non avec le reste de Chypre, ne leur sont accordées que s'ils utilisent des timbres illégalement émis et si l'adresse de l'expéditeur porte la mention "MERSIN 10, TURQUIE", comme si Chypre était une province turque.

Les personnes qui vivent dans les enclaves peuvent communiquer avec leurs familles se trouvant dans la partie non occupée de Chypre par de très brefs messages transmis par le CICR.

## 10. Persommes disparues

Les travaux du Comité spécial des personnes disparues ainsi que la disposition du communiqué de Vienne relative aux "opérations de recherche" (voir à cet égard le rapport E/CN.4/1186 du Secrétaire général, du 4 février 1976, partie II, paragraphes 5 à 11) se sont révélées tout à fait insuffisants dans la pratique. C'est pourquoi la partie grecque a déjà proposé, par l'entremise du Secrétaire général, que soit étudiée, en vue d'un accord, la procédure suivante :

- a) Constitution d'un Comité mixte de coordination pour les personnes disparues comprenant des officiers supérieurs de la Force des Nations Unies, des hauts fonctionnaires, du CICR, des représentants des Chypriotes grecs et des Chypriotes turcs, et création d'un Comité mixte spécial d'examiner les renseignements relatifs aux personnes disparues.
- b) Recherche et libération des personnes disparues qui se cachent ou sont détenues à Chypre.
- c) Recherche des lieux de sépultures à Chypre afin d'identifier, si possible, les morts et d'en transférer les dépouilles dans leurs communautés respectives.
- d) Liberté de mouvement pour les membres du Comité mixte spécial des deux parties, sous escorte de l'ONU.
- e) Efforts coordonnés par le CICR en Turquie afin de déterminer si des prisonniers de guerre y sont encore détenus.

11. Le fait même que la liberté de mouvement des membres de la Force des Nations Unies soit considérablement restreinte, ce qui les empêche soit de constater les faits mentionnés plus haut, soit de prendre des mesures pour les prévenir ou pour venir en aide aux personnes vivant dans les enclaves, constitue la preuve la plus évidente de ce qui se passe actuellement dans les zones occupées. A cet égard, il y a lieu de se reporter au rapport du Secrétaire général (document S/11900 du 8 décembre 1975, paragraphes 24, 26 et 66). Il convient de souligner que la Force des Nations Unies jouit d'une liberté de mouvement absolue dans le reste de l'île.